

LA FÉDÉRATION HORLOGÈRE

• SUISSE •

ORGANE DE LA CHAMBRE SUISSE DE L'HORLOGERIE, DES CHAMBRES DE COMMERCE, DES BUREAUX DE CONTROLE, DES ASSOCIATIONS PATRONALES ET DE L'INFORMATION HORLOGÈRE SUISSE

ABONNEMENTS: Un an Fr. 14.05 Six mois Fr. 7.05
Suisse Union postale » 26.— » 13.—
Majoration pour abonnement par la poste
Compte de chèques postaux IV b 426

PARAISANT LE MERCREDI ET LE SAMEDI A LA CHAUX-DE-FONDS
Les Consultats suisses à l'étranger reçoivent le journal
ANNONCES: PUBLICITAS, S. A. suisse de Publicité, 22, rue Léopold Robert, La Chaux-de-Fonds. — Succursales et agences en Suisse et à l'étranger.

ANNONCES
suisse 30 ct., offres et demandes de places 20 ct. la ligne, étrangères 35 centimes la ligne. Les annonces se paient d'avance

L'enquête sur la production

La Chambre Suisse de l'Horlogerie a reçu directement du Bureau International du Travail à Genève, à l'intention de ses diverses Sections, un questionnaire relatif à « L'enquête sur la production ». Il a seize pages, grand format, et porte sur quatre-vingt-onze questions.

Cette enquête a pris naissance comme suit :

Le 9 juin 1920, le Conseil d'administration du Bureau International du Travail, réuni à Gênes, a décidé, sur la proposition de M. Pirelli, délégué patronal italien, de « confier au « Bureau le soin de faire une enquête sur la « production industrielle dans les différents « pays du monde, considérée dans ses rap- « ports avec les conditions du travail et le « coût de la vie ».

Cette motion avait pour but d'examiner si, et dans quelle proportion les conditions du travail, telles que l'application de la journée de 8 heures, la fréquence des grèves, les lock-out, les oppositions aux systèmes de salaires proportionnels à la production individuelle ou collective, etc., ont eu une influence sur la production.

En somme, il s'agissait de savoir les conséquences de l'application de la réduction du temps de travail à 48 heures sur la production mondiale.

M. Jouhaux, délégué ouvrier français, au Conseil d'administration, fit remarquer que si l'on ne tenait compte que des conditions matérielles, et non pas aussi des conditions morales, on arriverait à la condamnation pure et simple de la journée de 8 heures, et que l'enquête devait porter dès lors, non seulement sur les effets de la semaine de 48 heures, mais encore sur les facteurs accessoires, pouvant avoir leur place dans l'explication des faits.

La proposition fut acceptée dans ce sens.

C'est donc avec quelque stupéfaction que ceux qui avaient suivi avec intérêt cette question, virent paraître le mémoire introductif à l'enquête, publié fin 1920 par le B. I. T. et surtout le questionnaire que la Chambre vient de recevoir.

Au cours de la dernière session du Conseil d'administration du B. I. T. en avril 1921 à Genève, plusieurs membres du Conseil ont critiqué la manière dont l'enquête sur la production a été entreprise par le B. I. T. On a dit, avec raison, qu'elle avait exagéré le cadre qu'on avait voulu lui donner, qu'elle avait débordé l'objet, et qu'elle était conduite dans un esprit beaucoup trop théorique et doctrinaire. On lui a reproché, enfin, de tendre à des fins économiques, alors que le but du bureau, aux termes du traité de Paix, lui-même, est de s'occuper exclusivement de la réglementation des conditions du travail.

L'enquête, ainsi comprise, risque de ne pas aboutir, ou tout au moins, de fournir des ren-

seignements erronés et incomplets sur les questions qui font son objet. Elle manquera donc complètement son but.

La Confédération générale de la production française, qui est l'Association la plus représentative des organisations patronales en France, a, dans une note de mars dernier, mis ses adhérents en garde contre les dangers de l'enquête telle qu'elle était menée.

Elle proteste parce que le B. I. T. s'est directement adressé à eux, sans passer par le Gouvernement français, ou tout au moins par la Confédération générale, elle prie, pour l'avenir, ses adhérents de ne répondre aux questions que pourrait lui poser le Bureau International du Travail, qu'avec la plus grande prudence, et après avoir obtenu son avis.

Cette protestation pourrait à bon droit être élevée également en Suisse, car le B. I. T. ne s'est pas adressé aux organisations les plus représentatives du patronat, soit l'Union suisse du commerce et de l'industrie, l'Union centrale des associations patronales et l'Union des arts et métiers, mais a envoyé le questionnaire non seulement aux autres grandes organisations, comme à la Chambre suisse de l'Horlogerie, mais même à toutes les associations dont il avait l'adresse. C'est ainsi que nos associations, cantonales, régionales et même locales, ont reçu directement le formulaire. Ce mode de faire est hautement regrettable, parce que susceptible de créer la confusion et de rendre impossible toute coordination des réponses données.

La Confédération générale de la production française, signale aux syndicats adhérents, que le Bureau International du Travail, sort très nettement des attributions qui lui ont été conférées par le Traité de Versailles, en effectuant cette enquête d'ordre économique, et les informe que les représentants patronaux, au Conseil d'administration du B. I. T. ont protesté contre cette extension abusive de son activité.

Enfin, elle attire leur attention sur la manière dont certaines questions sont posées, questions qui appellent des réponses sur la situation actuelle de leurs industries, sur les prix de revient, etc., réponses qu'il y aurait le plus grand inconvénient à fournir à un organisme international, qui pourra les communiquer aux concurrents étrangers.

La Confédération générale de la production française, recommande donc instamment à ses syndicats adhérents, de ne pas répondre à l'enquête dont ils sont saisis.

L'Union centrale des associations patronales suisses, sans aller aussi loin que l'organisation nationale française, a invité ses sections à ne pas répondre jusqu'à nouvel avis à ce questionnaire, et de voir dans quelle mesure il serait peut-être possible de participer à l'enquête.

Elle demande à ses sections de lui faire savoir s'il leur est possible de répondre à quel-

ques-unes des questions posées, et dans l'affirmative, à quelles questions il pourrait être répondu, le cas échéant.

En ce qui concerne l'industrie horlogère, nous jugeons qu'il serait du plus grand inconvénient pour elle, que les sections de la Chambre répondissent directement au Bureau international du travail, à Genève.

Il faut que toutes les associations qui auraient reçu directement le questionnaire, examinent s'il leur est possible de répondre à quelques-unes des quatre-vingt-onze questions posées, pour autant qu'elles ont trait à la réglementation du travail. Si elles peuvent le faire, elles doivent alors adresser le questionnaire, non pas à Genève, mais au Bureau de la Chambre suisse de l'horlogerie, à la Chaux-de-Fonds, qui seul a qualité pour coordonner les réponses reçues, et s'entendre avec les organisations nationales, soit l'Union suisse du commerce et de l'industrie et l'Union centrale des associations patronales, pour correspondre avec le B. I. T.

La question est importante pour notre industrie suisse, qui ne doit pas laisser le Bureau international sortir des compétences qui lui ont été attribuées par la partie XIII du Traité de Paix de Versailles, sur la base desquelles la Suisse a déclaré son adhésion.

Il n'est pas superflu de rappeler l'exposé fait dans le préambule de la partie XIII de ces compétences :

« Attendu que la Société des Nations a pour but d'établir la paix universelle, et qu'une telle paix ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale ;

« Attendu qu'il existe des conditions de travail impliquant pour un grand nombre de personnes l'injustice, la misère et les privations, ce qui engendre un tel mécontentement que la paix et l'harmonie universelles sont mises en danger, et attendu qu'il est urgent d'améliorer ces conditions : par exemple, en ce qui concerne la réglementation des heures de travail, la fixation d'une durée maxima de la journée et de la semaine de travail, le recrutement de la main-d'œuvre, la lutte contre le chômage, la garantie d'un salaire assurant des conditions d'existence convenables, la protection du travailleur contre les maladies générales ou professionnelles et les accidents résultant du travail, la protection des enfants, des adolescents et des femmes, les pensions de vieillesse et d'invalidité, la défense des intérêts des travailleurs occupés à l'étranger, l'affirmation du principe de la liberté d'association syndicale, l'organisation de l'enseignement professionnel et technique et autres mesures analogues ;

« Attendu que la non-adoption par une nation quelconque d'un régime de travail réellement humain fait obstacle aux efforts des autres nations désireuses d'améliorer le sort des travailleurs dans leurs propres pays ».

Ces compétences sont précisées par les articles 387 à 427 du Traité de Paix, dans lesquels on chercherait vainement le droit pour le B. I. T. de s'occuper des questions économiques.

L'organisation permanente du travail, ne peut, aux termes de sa constitution, traiter que des conditions de travail.

F.-L. COLOMB.

Le Centenaire de Breguet

II

Quelle forme prendra la manifestation demandée par M. Alfred Chapuis en l'honneur de Breguet. C'est ce qu'aura à déterminer le Comité d'organisation qui ne manquera pas de se constituer prochainement et comprendra naturellement des Suisses et des Français. Il convient d'espérer, en tous cas, qu'on ne renouvellera pas le spectacle donné lors du centenaire de Ferdinand Berthoud, lequel donna lieu à des échanges aigres-doux de papiers presque timbrés !

Breguet n'ayant rien écrit, il paraîtrait tout indiqué de faire connaître son œuvre par une publication spéciale. Mais aujourd'hui cette façon d'honorer le grand artiste ne semble plus possible. Breguet vient, en effet, recevoir d'un simple particulier un hommage de ce genre, hommage magnifique et tel qu'aucun comité ne saurait mieux faire. Ce particulier, c'est Sir David Salomons, dont j'ai cité le nom au début de ces lignes. Sir David Salomons est un admirateur passionné de Breguet. L'ouvrage qu'il vient de lui consacrer a justement pour but de faire connaître les travaux, d'une si merveilleuse diversité et d'une si impeccable perfection, sortie de l'atelier du grand horloger. Il contient, en effet, environ cent soixante reproductions de pièces qui, par leur exécution particulièrement soignée, constituent un album d'une valeur inappréciable.

Ces reproductions sont accompagnées de descriptions sommaires fort claires et précédées d'un texte qui nous dit à peu près tout ce qui peut être dit de l'homme dont le nom seul sert de titre à l'ouvrage.

Après Sir David Salomons, on ne pourrait plus guère que glaner.

Sir David Salomons a fait par avance la principale besogne du Centenaire. Il l'a fait magistralement. Qu'il en soit remercié !

L'instruction d'Abraham-Louis Breguet, privé de son père à 10 ans, avait naturellement été fort négligée. Il la compléta lui-même en suivant les leçons de mathématiques de l'abbé Marie. L'abbé Marie était censeur royal et professeur de mathématiques au collège Mazarin, quand Breguet vint à Versailles. C'était un savant de valeur dont la vie se termina brusquement et mystérieusement en 1801, par un coup de poignard dans le cœur. S'il est vrai que les bons maîtres font de bons élèves, l'abbé Marie eut le temps, avant de mourir, de reconnaître par l'exemple de son élève, qu'il avait été un maître excellent.

A peine Breguet était-il en apprentissage qu'il perdit sa mère et son beau-père. Il lui fallut alors subvenir à son existence et à celle de sa sœur, plus jeune que lui. Il ne faillit point à cette lourde tâche. Dès 1769, il vient s'établir à Paris, où sa réputation alla grandissant rapidement. Horloger de la Cour, il était déjà célèbre quand éclata la Révolution. On sait qu'il dut à ses relations avec Marat de pouvoir échapper à temps à la guillotine. Marat était le compatriote de Breguet. Il était né à Neuchâtel deux ans avant lui. Il s'était beaucoup occupé de physique avant de devenir le terrible révolutionnaire dont le souvenir est seul resté. Il avait d'autre part un frère qui mourut seulement en 1845, à Carlsruhe, et qui fut, paraît-il, un très habile fabricant d'aiguilles et de « compensateurs ». Je tire ce détail de la *Biographie générale* de Hoefer.

On a bien des fois raconté que l'affection de Marat pour Breguet avait été cimentée dans une circonstance difficile, où Breguet avait lui-même sauvé son ami en sortant avec lui dans la rue après l'avoir déguisé en vieille femme.

Muni du sauf-conduit fourni par Marat, Breguet se rendit en Suisse et de là en Angleterre, où il attendit la fin de la tourmente pendant deux ans, en travaillant pour Georges III et de nobles personnages anglais. Il avait, dès son arrivée à Londres, trouvé des amis généreux qui l'avaient mis de suite en état de continuer ses travaux. Rentré en France, il eût tôt fait de relever sa fabrique et de reprendre dans le monde horloger sa situation prépondérante. Il en jouit pleinement jusqu'à sa mort qui survint presque subitement en 1823.

Comme Ferdinand Berthoud, Breguet fut membre de l'Institut de France. Il entra à l'Académie des sciences en 1816. Il y remplaça Monge, exclu par la Restauration, comme régicide. En même temps l'illustre mathématicien Cauchy remplaçait le grand Carnot, exclu pour la même raison. Breguet et Cauchy sont les deux seuls académiciens qui n'aient pas été élus depuis l'organisation de l'Institut. Ils furent nommés par ordonnance royale du 21 mars 1816.

Breguet faisait partie de la section de mécanique, la même à laquelle avait appartenu Ferdinand Berthoud. Il avait été chaudement recommandé par son ami Prony.

Breguet ne fit, je crois, aucune communication à l'Académie au cours des sept années qu'il occupa son siège. Sa réputation n'a d'ailleurs aucunement souffert de ce silence académique. Il est aujourd'hui comme il y a cent ans, connu du monde entier. De combien de ses confrères, plus féconds en communications, n'en pourrait-on pas dire autant ?

* * *

Pourquoi Sir David Salomons s'est-il ainsi voué à la gloire de Breguet ? C'est que, il nous le dit lui-même au commencement de son livre, il était né avec une âme et un esprit de mécanicien. Fils d'un expert d'art et arrière petit fils d'un mathématicien et astronome de grande valeur, il était destiné presque fatalement à devenir un amateur éclairé, et un connaisseur perspicace. Dès son jeune âge, il se passionna pour l'horlogerie. A quatorze ans, il se lia d'amitié avec un petit horloger chez qui il apprit à travailler, et de qui il emportait même des réparations à faire chez lui. Il apprit à connaître Breguet. Il sut que cet artiste avait produit une œuvre extraordinairement variée, dont personne n'avait encore osé tenter de donner une vue d'ensemble. Il étudia cette œuvre avec passion. Il en réunit un grand nombre d'éléments et c'est avec ces éléments qu'il a fait le livre qui vient de sortir de presse, en anglais, et que nous espérons bien voir un jour traduit en français.

Ce livre est un monument digne du génie qu'il célèbre et qui a suscité tant de faussaires et de falsificateurs. On ne cherche à copier et à imiter que ce qui est bien. Or dans l'œuvre de Breguet tout était bien. Cet artiste éminent n'admettait pas que rien de médiocre sortit sous sa signature. Incomparable comme ingéniosité, il est fort supérieur à Berthoud pour l'exécution. J'ignore comment les horlogers commémoreront son centième anniversaire ; mais ce que je sais, c'est que dès aujourd'hui, grâce à un non-horloger, il a le meilleur mémorial qui lui puisse être souhaité.

LÉOPOLD REVERCHON.

Informations

Espagne. — Droits de douane.

A teneur d'une communication télégraphique de Madrid à la Division du commerce, l'agio dû au cas où les droits de douane, payables en or, sont acquittés en monnaie d'argent ou billets de banque espagnols, a été fixé à 37,79 % pour le mois de mai et. (38,1 % en avril dernier).

Algérie. — L'heure légale.

Par décret français du 29 avril écoulé, la date à laquelle l'heure légale sera avancée de soixante minutes en Algérie, fixée au 1^{er} mai, à 23 heures, par le décret du 12 mars 1921, comme annoncée dans la *Fédération Horlogère* n° 30, du 16 avril, est reportée au 2 juillet, à 23 heures.

Autriche allemande Importation dans le trafic postal.

D'après le Bulletin N° 40 du 7 crt. de la Société suisse pour le développement du commerce extérieur, les offices douaniers autrichiens sont autorisés à délivrer des permis d'importation pour des envois de marchandises de toute nature faits par colis postaux jusqu'à 5 kg. poids brut et d'une valeur maximum de 5000 cr.

France. — Relèvement des droits de douane.

Errata au décret du 28 mars 1921 (J. O. du 3 avril), portant relèvement du tarif général des douanes à l'importation et publié dans la *Fédération Horlogère*, n° 29 du 13 avril 1921.

N° 501 ter. — Avec boîtes en matières non précieuses, lire 30 fr. au lieu de 10 fr.

N° 501 quarter. — Chronographes, etc. Lire 90 fr., 48 fr. et 30 fr. au lieu de 20 fr., 8 fr. et 5 fr.

N° 503. — Boîtes de montres finies. Lire 12 fr., 8 fr. et 4 fr. au lieu de 5 fr., 2 fr. 40 et 1 fr.

Tchécoslovaquie. — Importation.

Suivant une communication de l'Office des affaires étrangères tchécoslovaque à la Société suisse pour le développement du commerce extérieur, l'importation de marchandises figurant dans

une liste d'interdiction d'importation est admise, si l'achat en a été fait à une Foire tchécoslovaque et si le montant ne dépasse pas 7000 cr. par acheteur et par genre d'articles.

La demande d'importation doit être présentée par le commerçant tchécoslovaque, après avoir été visée par la direction de la Foire.

Turquie. — Importations.

La Commission interalliée à Constantinople a décidé que les marchandises de n'importe quel pays de provenance n'étaient pas admises à l'importation, si elles étaient embarquées dans des ports allemands. Il n'y a pas de restriction pour les marchandises embarquées à Trieste, mais naviguant sous pavillon italien.

Commerce extérieur

Etats-Unis.

Le commerce extérieur, pour mars, a enregistré une diminution de 700.000.000 de dollars, par rapport à mars 1920. Les exportations totales se sont chiffrées par 384.000.000 de dollars, contre 489 millions de dollars en février, et 820.000.000 de dollars en mars 1920. Les importations se sont totalisées par 252.000.000 de dollars, soit 37.000.000 de dollars de plus que pour février, bien que les importations pour mars 1920 aient atteint 520.000.000 de dollars.

Pour les trois trimestres finissant en mars 1921, les exportations se sont chiffrées au total par 5.509.000.000 de dollars ; elles avaient pour la même période de l'année précédente atteint 6 milliards 050.000.000 de dollars. Les importations ont atteint, pour ce même laps de temps, 3.009.000.000 de dollars, et, un an auparavant, 3.759.000.000 de dollars.

Le chiffre des exportations pour mars a été le plus faible qui ait été enregistré pour aucun des mois de 1920. Les exportations de mars 1921 ont dépassé les importations de 132.000.000 de dollars. Cette différence est la plus faible qui ait été enregistrée depuis août 1920.

Finlande.

Selon la statistique de l'Office douanier, l'importation en mars 1921 ascendait à 170,2 millions et l'exportation à 58,4. Les chiffres correspondants du mois de février étaient 271,1 et 64,2 millions de Mk. F.

Pays-Bas.

Le commerce extérieur hollandais présente les chiffres suivants :

	Mars 1921	Mars 1920	Février 1921
	(en millions de florins)		
Importations	214	188	170
Exportations	107	68	121

Chronique financière et fiscale

Argentine. — Faillites.

La statistique des faillites argentines n'indique pas encore de diminution. Le montant total du passif des faillites annoncées ascende à 11.721.000 en janvier, 10.065.000 en février, 10.092.000 en mars 1921, soit 31.878.000 piastres pour le 1^{er} trimestre 1921, donc 150 % de plus qu'en 1920.

Billets de banque hongrois.

Un décret du ministère hongrois des finances fixe à la période du 9 au 20 mai l'échange des billets de la Banque d'Autriche-Hongrie contre des coupures de l'Etat hongrois de 10.000, 5.000, 1.000, 500 et 100 cour., sans déduction. Pour le moment, ce décret vise le retrait des billets de 10.000 et 1.000 couronnes estampillés. Les opérations d'échange seront assurées en Hongrie par la Banque d'Autriche-Hongrie et ses succursales, à l'étranger par les établissements que désignera le ministre des finances. La banque d'émission hongroise commencera à fonctionner à une date qui sera arrêtée ultérieurement.

D'autre part, le Département politique suisse annonce que le gouvernement hongrois a interdit l'importation en Hongrie des billets de banque hongrois estampillés. Dans le trafic-voyageur, une tolérance de 4000 cr. est permise, mais à l'exclusion des coupures de 1000 cr.

Autriche allemande. — Importation de billets

Le 27 avril écoulé a été rendu un décret, abolissant l'interdiction d'importation des billets de banque estampillés par l'Autriche-Allemande.

Cette importation peut donc se faire librement, sans permis de la Centrale des devises.

L'interdiction d'importation des billets *non-estampillés* subsiste encore.

Chronique des métaux et diamants

La baisse de l'or.

L'or ayant faibli le 4 mai à 103 sh. 3 d., le *Financial Times* fait remarquer que c'est le prix le plus bas coté depuis les 9 et 10 avril 1920, où l'on avait fait 102 sh. 7 d. Le journal anglais ajoute que les États-Unis étant actuellement le seul marché où l'on puisse réaliser l'or avantageusement, les cours dans l'avenir dépendent du change du dollar. Même si le change s'élevait au-dessus de 4 dollars par livre sterling et si l'or reculait à 5 livres, cet état de choses ne pourrait pas durer longtemps. Plus tard, quand les exportations des États-Unis reprendront, la valeur du dollar et, par conséquent, de l'or, remontera aux cours précédents. Néanmoins si, pendant l'année prochaine, l'or s'établissait en moyenne au prix de 5 guinées par once, la plus grande partie des producteurs de métal devraient être satisfaits en raison de la tendance actuelle qu'ont la vie et les approvisionnements à baisser.

Chronique administrative

Résumé succinct de la gestion fédérale en 1920.

I. Département politique.

Traités. Par un échange de notes avec la France, la question de l'extension à l'Alsace-Lorraine des traités conclus entre la Suisse et la France a été résolue en ce sens que les accords passés avec la France sont, d'une façon générale, rétroactivement applicables à ce territoire à compter du 10 janvier 1920, tandis que les traités intervenus entre la Suisse et l'Allemagne ont cessé de produire leurs effets. Un échange de vues se poursuit encore au sujet de certains accords.

Il a été convenu avec l'Italie de proroger au 31 décembre 1921 le traité d'établissement et consulaire du 22 juillet 1868 et la déclaration du 6/16 octobre 1875, concernant l'assistance gratuite aux malades indigents. A l'expiration de ce nouveau délai, ces conventions pourront être dénoncées de trois en trois mois.

Reconnaissance d'Etats. Au cours de l'année, le Conseil fédéral a reconnu de *jure* la République d'Autriche (9 janvier) et le Royaume de Hongrie (9 octobre).

La situation encore incertaine de la *Lithuanie* et de la *Lettonie*, n'a pas permis jusqu'ici au Conseil fédéral de les reconnaître de *jure*.

Etablissement de pays. Par note en date du 15 mai, le Conseil fédéral a dénoncé l'accord conclu, en mai 1917, entre la Suisse et la Turquie.

Navigation aérienne. Le département a poursuivi les efforts commencés en 1919 en vue de favoriser les communications aériennes entre la Suisse et les autres pays européens. Une convention provisoire a été conclue à Berne, le 14 septembre 1920, entre la Suisse et l'Allemagne en vue de régler la navigation aérienne entre les deux Etats. Cet accord, qui contient des dispositions analogues à celles que renferment les conventions provisoires conclues en 1919 avec la Grande Bretagne et avec la France, est entré provisoirement en vigueur le 20 septembre dernier.

Passeports et visas. Par rapport à l'année précédente, des simplifications essentielles ont été apportées aux formalités exigées pour gagner ou traverser les Etats avoisinants. Les dispositions de l'accord concernant l'octroi d'un visa spécial d'une année, qui avait été conclu en automne 1919 avec la France, ont été complétées et ont servi de base aux négociations entamées avec d'autres Etats. Dans le courant de l'année, des conventions analogues ont pu être passées avec l'Angleterre, les États-Unis d'Amérique, la Belgique, les Pays-Bas et le Liechtenstein. Par contre, les efforts faits en vue de conclure des arrangements semblables avec l'Italie et l'Espagne n'ont pas abouti jusqu'ici.

A dater du mois d'octobre, les recommandations que les consuls de Grande Bretagne en Suisse exigeaient des citoyens suisses qui projetaient de se rendre dans les possessions britanniques n'ont plus été demandées qu'à titre exceptionnel.

Politique étrangère. Le début de l'année a été consacré aux pourparlers engagés, à Paris et à Londres, afin de conserver à la Suisse sa position

historique dans le cadre de la Société des Nations. La Société des Nations est entrée juridiquement en vigueur le 10 janvier 1920.

Le plébiscite du 16 mai, par la voix duquel le peuple suisse a manifesté sa volonté de faire partie de la Société des Nations, par 416.870 voix contre 323.719, ainsi que par 11 1/2 cantons contre 10 1/2, a mis fin au développement de cette question au point de vue de la politique intérieure.

Dans la seconde séance déjà, soit le 13 février 1920, le Conseil de la Société des Nations a pris la résolution de convoquer une *conférence financière internationale*, dans le but d'arriver à formuler certaines propositions relatives au moyen d'assainir la situation financière de l'Europe. Cette conférence, fixée tout d'abord au mois de mai, eut lieu le 23 septembre, à Bruxelles, sous la présidence de M. Gustave Ador, ancien président de la Confédération. Elle a siégé jusqu'au 8 octobre. Les résolutions qui y ont été adoptées ont été traitées par le Conseil de la Société des Nations, tout d'abord, et par l'Assemblée, ensuite, au cours de sa première réunion. La délégation suisse, qui était composée de M. le Dr A. Frey, conseiller national, de M. R. de Haller et de M. Henri Heer, a pris part, d'une manière active, aux travaux de la conférence en défendant toujours les principes nécessaires à l'économie nationale de la Suisse.

En même temps que les questions financières, celles du *trafic international* rentraient dans le domaine de l'activité de la Société des Nations.

Le Conseil fédéral a nommé en qualité de délégués M. James Vallotton, M. Niquille, directeur général des C. F. F. et M. Toggenburger, chef du bureau du contentieux des C. F. F.

Les projets de conventions qui ont été élaborés au cours de séances d'une durée de plusieurs mois et parmi lesquels figurent le « Règlement de la Conférence générale et du Comité permanent des communications et du transit », le « Projet de Convention sur la liberté du transit », le « Projet de Convention sur le régime international des voies navigables », le « Projet de Convention sur le droit au Pavillon des Etats dépourvus de Littoral maritime », le « Projet de Convention sur le régime international des voies ferrées », ont été traités dans une conférence des membres de la Société des Nations, convoquée au mois de mars 1921.

Légations et consulats. En raison du travail de réorganisation, le service consulaire a eu à répondre à une foule de demandes de renseignements que lui adressaient les consulats. Les instructions nécessitées par l'entrée en vigueur du nouveau règlement consulaire ont été, pour la plupart, édictées. Plus tard, sur la base des expériences faites, ces instructions seront partiellement remplacées par un manuel. Le bulletin consulaire, prévu par le dit règlement et destiné exclusivement à l'information des Suisses à l'étranger, n'a pas encore pu être édité.

L'élaboration des rapports consulaires constitue un progrès réjouissant, qui devra être, cependant, encore développé. C'est à la division du commerce du département de l'économie publique qu'il appartient, avant tout, de donner aux rapports économiques la suite dont ils sont susceptibles. L'application des dispositions sur l'immatriculation des Suisses à l'étranger n'a pas laissé de soulever des difficultés; toutefois, grâce à une interprétation intelligente de ces prescriptions par les consulats, les objections qui avaient été tout d'abord formulées sont en grande partie tombées.

Sociétés suisses de bienfaisance à l'étranger. Au cours de l'année 1920, la somme de fr. 69.200 a été répartie entre les sociétés et établissements de bienfaisance suisses à l'étranger. Fr. 40.000 ont été versés par la Confédération et fr. 29.200, par les cantons. De ces 69.200 francs, fr. 41.930 sont allés aux sociétés suisses de secours, fr. 17.320, aux asiles suisses et fr. 9950, aux établissements étrangers admettant aussi des Suisses.

Légations et Consulats

Suisse.

Italie. — Suivant communication de la Légation d'Italie, à Berne, le canton de Schwyz, qui rentrait dans l'arrondissement italien consulaire de Bâle, a été attribué au Consulat général italien, à Zurich.

Lettonie. — Le gouvernement letton a nommé l'attaché de presse du Ministère des affaires étrangères, M. J. W. Klawin-Ellansky, comme agent consulaire de Lettonie, à Berne, et l'a chargé de la reprise des relations commerciales entre la Lettonie et la Suisse.

Propriété industrielle

Hongrie.

Le gouvernement hongrois a notifié au Conseil fédéral suisse son adhésion à l'arrangement du 30 juin 1920, concernant la conservation ou le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par la guerre mondiale. L'adhésion produit ses effets dès le 26 mars écoulé.

Registre du commerce

Enregistrement :

3/V/21. — *Vögeli-Jaggi* (Philipp V., de Grafenried) perçage et grandissage de pierres d'horlogerie, Brienzi.

Modifications :

29/IV/21. — La soc. n. coll. « Gebr. Degen (Degen frères), pivotages d'échappements ancre », à Oberdorf, est dissoute, sa raison radiée. Actif et passif sont repris par *Hermann Degen-Baser* (de Niederdorf), fabr. de pivotages, Niederdorf.

29/IV/21. — La soc. an. « Albert Gindrat, Société anonyme », La Chaux-de-Fonds, a modifié sa raison sociale en celle de *Fabrique d'horlogerie Le Stand S. A.* (The Stand Watch Factory Ltd. — Die Standuhrenfabrik A. G.). Le siège est transféré rue Montbrillant 1.

Radiations :

27/IV/21. — *Cirod & Caspar*, soc. n. coll., fabr. et commerce de montres, Bienne.

2/V/21. — *Constant Arnoux*, fabr. de boîtes or, Peupéguignot.

3/V/21. — *J. Marti-Schenk*, manufacture d'horlogerie, Granges.

Faillites :

18/IV/21. — *Interchangeable S. A.*, en liq., fabr. de pièces détachées pour horlogerie, Cernier.

26/IV/21. — *Gustave Gressot & Cie*, Porrentruy.

COTES

Métaux précieux (10 mai 1921) :

Argent fin en grenailles	fr. 134.— le kilo
Or fin, pour monteurs de boîtes	» 3700.— »
» laminé pour doreurs	» 3875.— »
Platine ouvré	» 18.— le gr.
Change sur Paris	fr. 46.75

Diamant brut (10 mai 1921)

Eclats diamant pur	fr. 16.— à fr. 16,50 le karat
Bort extra dur	» 16,90 » » 17,50 »
Poudre de diamant bruteur	» 2,40 » » — »

Marché calme.

(Cote privée de la maison *Lucien Bassanger*, Genève.)

Métaux (Bourse de Londres) :

	Comptant		A terme	
	2 mai	3 mai	2 mai	3 mai
Cuivre, Standard	70 5/8	71 3/8	69 7/8	69 7/8
» électrolyt.	72 —	72 —	73 1/2	73 —
Etain	169 3/4	168 1/8	171 3/4	170 5/8
Plomb	21 1/2	21 1/8	21 3/4	21 1/8
Zinc	25 3/4	25 3/8	27 —	26 1/8
Argent métal	34 7/8	34 3/8	34 1/2	34 1/2
Or	403/8	403/8	—	—
Argent métal	5 mai	6 mai	7 mai	—
Bourse New-York	61 7/8	60 3/4	62 1/2	—
Bourse Paris	—	280	—	—

Escompte et change

	Parité en francs suisses	Escompte %	Demande	Offre
Suisse	4 1/2 à 5	—	—	—
France . . . 100 fr.	100.—	6	46.75	47.75
Londres . . . 1 liv. st.	25.22	6 1/2	22.22	22.62
New-York . . . 1 dollar	5.18	5 3/4	5.40	5.80
Canada . . . 1 dollar	5.18	—	—	—
Bruxelles . . . 100 fr.	100.—	5 1/2	45.80	46.80
Italie 100 liras	100.—	6	28.45	28.85
Espagne . . . 100 pesetas	100.—	6	77.40	78.40
Lisbonne . . . 100 Escudos	560.—	7	—	—
Amsterdam . . 100 florins	208.32	4 1/2	199.25	200.25
Allemagne . . 100 Marks	123.45	5	8.22	8.62
Vienne (anc.)	—	—	—	—
» (nouv.) 100 Cour.	105.—	6	1.262	1.662
Budapest . . . 100 Cour.	105.—	5	2.70	3.10
Prague 100 Cour.	105.—	6 1/2	7.60	8.—
Pétrograde . . 100 Roubl.	266.67	—	—	—
Stockholm . . 100 Cr. sk.	138.89	6	130.50	131.50
Christiania . . 100 »	138.89	7	85.75	86.75
Copenhague . . 100 »	138.89	6 1/2	101.75	102.75
Sofia 100 Leva	100.—	6 1/2	6.60	7.—
Bucarest . . . 100 Lei	100.—	6	9.20	9.80
Belgrade . . . 100 Dinars	100.—	—	15.90	16.30
Athènes 100 drachm.	100.—	6 1/2	31.—	33.—
Varsovie 100 Mks pol.	123.46	6	0.465	0.865
Helsingfors . . 100 Mks finl.	100.—	9	11.50	13.50
Buenos-Aires . . 100 Pesos	220.—	—	165.—	180.—
Rio de Janeiro . 100 Milreis	165.—	—	70.—	80.—
Bombay 100 Roupies	252.—	6	140.—	155.—
Yokohama . . . 100 Yens	258.—	8	275.—	290.—

MARQUE DÉPOSÉE
AGNAN

La Chaux-de-Fonds (Suisse)

Rue du Nord 62b

SURETE GARANTIE

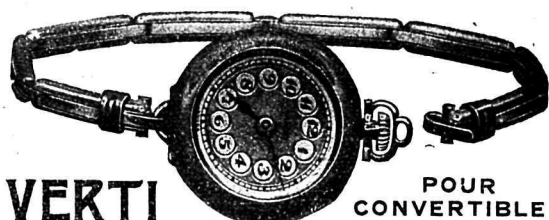
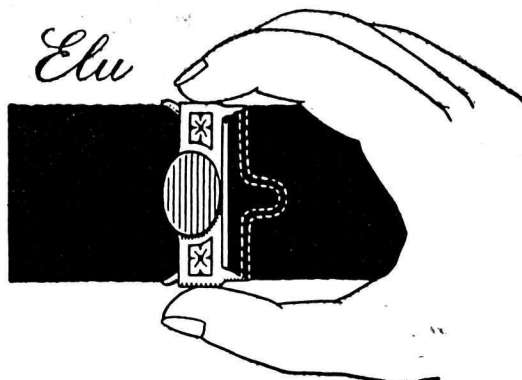
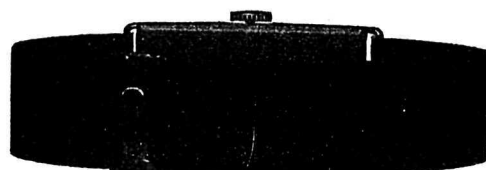
avec mes fermoirs brevetés

Téléphone n° 1678

Tramway du Stand

ATHOS
POUR BRACELETS EXTENSIBLES

Fermé

**VERTI****POUR CONVERTIBLE**Plus besoin de
chaînette
de sûretéPeut-être
raccourci
immédiatement
sans soudure*Elu*pour moires
de 9 à 16 m/mPour l'ouvrir,
serrer sur les côtés.
Pour le fermer, presser.

OR — ARGENT — PLAQUÉ OR

3978

MARQUE DÉPOSÉE
AGNAN**Sine Dolo**

HUILE EXTRA-FINE POUR L'HORLOGERIE

SINE DOLO: EXTRAFINE WATCH OIL

SINE DOLO: OLIO SUPERFINE PER OROLOGERIA

SINE DOLO: ACEITE EXTRAFINO PARA CRONOMETROS

Louis Rosat Fils

LA CHAUX-DE-FONDS (SUISSE)

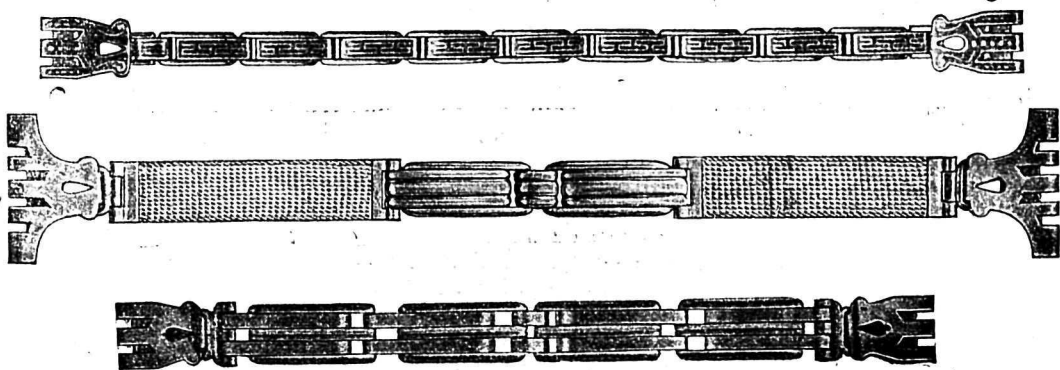
ET CHEZ TOUS LES FOURNITURISTES

Hors Concours, Membres du Jury
Exposition Nationale Suisse, Genève 1896.Cette huile est sortie première au Concours d'Huiles pour l'Horlogerie,
à Genève. (Voir Journal Suisse d'Horlogerie, Janvier 1898.)

Bracelets

"Army,"

breveté et déposé

**Gay frères & Co**
GENÈVE (Suisse)Souvent imité, jamais égalé
en élégance et en solidité — Réclamez la marque *"Army."*

2f 13

GENÈVE

3 TERRAUX
DU TEMPLE**ACIER POLDI**

GENÈVE

3 TERRAUX
DU TEMPLE

1564

Demandez prix à la Maison
ALPHONSE JOLY & FILS & Cie
Nord 209 LA CHAUX-DE-FONDS.

Capital :
70.000.000

UNION

Réserves :
15.500.000

DE BANQUES SUISSES

LA CHAUX-DE-FONDS - FLEURIER

ZURICH - WINTERTHOUR - ST-GALL - LICHTENSTEIG
AARAU - GENÈVE - LAUSANNE - ETC.

Opérations de banque aux meilleures conditions

Achat et Vente de Métaux précieux par la Succursale de Fleurier

Union Bank of Switzerland

*Every description of banking business transacted.
All facilities extended for trading with the watch industry.*

AMÉRIQUE

Nous sommes acheteurs, paiements au comptant:
Pierres Horlogerie, Compteurs électriques
Boussoles et Filières en diamant

Offres avec prix et échantillons à:

M. BONETTI,

165, Broadway, New-York, U. S. A.



Changement de domicile



La Maison Charles RACINE

CAMIONNAGE - EXPÉDITION

La Chaux-de-Fonds

informe sa nombreuse clientèle, ses amis,
connaissances et le public en général que ses

Bureaux et Entrepôts

sont transférés à partir du 1^{er} Mai 1569

57 c, Rue de la Serre, 57 c

occupés jusqu'à ce jour par M. Henri Rueff,
vis-à-vis de « La Scala » et derrière les magasins « Au Printemps ».

Fabrique MONTOTZ
COURT (Jura bernois)

Manufacture suisse pour la fabrication d'Etampes à
découper pour toutes industries.

Horlogerie

Pendulerie

Electricité

Optique

Tous appareils, compteurs, etc.

Découpage et façonnage de pièces. — Taillages,

Blocs à cylindres de toutes grandeurs

Célérité

Téléphone N° 1

Bienfacture

Les ébauches et finissages

marques *Valjoux* et *R* sont les mieux fabriquées, pratiques et avantageuses
sous tous les rapports.

18 et 19 lig. remont. vue, haut. 24 et 28 douz.; 8 lig., rect. et rondes 1/2 vue, haut. 15 douz.;
9 lig. rondes remont. 1/2 vue, haut. 14 douz.; 13-15-17 et 19 lig. av. tous genres de chronog.
compt. ratt.; 17 et 19 lig., compt. sport et ratt. à marche permanente; 19 lig. compt. sport
et ratt., arrêt au balancier. Téléphone: Le Sentier n° 60. 1589

REYMOND frères, S. A., BLOUX, Vallée de Joux (Vaud)

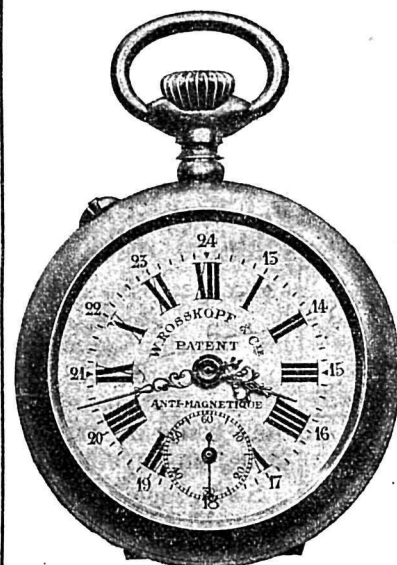
EXPÉDITIONS D'HORLOGERIE

Services spéciaux rapides pour les Etats-Unis
l'Amérique du Sud, les Indes et le Japon

Wagons directs, partant de La Chaux-de-Fonds chaque
semaine. Services expérimentés et donnant toute
sécurité quant aux délais de transport.

Assurance des envois sur demande et aux meilleures
conditions du jour. 2738

Henri Grandjean
La Chaux-de-Fonds



Sélection Watch

Montres en tous genres

C. MEYER-GRABER

La Chaux-de-Fonds 3412

Roskopf soignés

W. ROSKOPF & C^{ie}, Patent

Verres de montres fantaisie

Installation spéciale et moderne, pour verres de formes
dans tous les modèles.

Spécialité: genres soignées et courants.
Prix spéciaux pour grandes séries. — Livraison extra rapide.

Alfred MARCET

2674

6, Place Chevelu, GENÈVE.

Diamant-Boart

Burins blancs et noirs
au plus bas prix.

Lucien BASZANGER

6, rue du Rhône, 6

Téléphone 43.54 **GENÈVE**

2138

RUBIS. SAPHIRS. GRENATS NATURELS

SCIENTIFIQUE BRUT